

ALLOCUTION DE M. PIERRE MAUROY A L'OCCASION DE LA  
RENCONTRE DES PRESIDENTS SOCIALISTES DE CONSEIL  
GENERAL ET DES PRESIDENTS DE GROUPE SOCIALISTE  
DANS LES DEPARTEMENTS OU LE PARTI SOCIALISTE EST  
MINORITAIRE

Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville

Samedi 28 avril 1990

-----

Mesdames,

Messieurs,

Je suis très heureux d'accueillir ici à  
Lille les Présidents Socialistes de Conseil  
Général et les Présidents de groupe socialiste des  
départements où nous sommes minoritaires. -

Je tiens à saluer tout particulièrement  
Bernard DEROSIER, Président du Conseil Général du  
Nord qui vous reçoit dans le département du Nord.

Le département du Nord, premier en  
France par le nombre de ses habitants, a, depuis  
des décennies, un Président socialiste du Conseil  
Général, Bernard DEROSIER a succédé à Albert

DENVERS, Victor PROVO et Augustin LAURANT. Cette direction socialiste du Conseil Général a permis de donner tout son contenu à la décentralisation. Avec un budget social supérieur à 60 %, le Conseil Général du Nord est ici la première collectivité en part des dépenses sociales.

Chacun mesure, dans ce département victime de la désindustrialisation, le rôle déterminant du Conseil Général dans l'aide aux plus démunis. L'aide sociale, la protection maternelle et infantile, l'action sanitaire ainsi que la mise en place du R.M.I. sont autant de missions assumées par l'institution départementale. Il revient à Bernard DEROSIER et à sa majorité d'être parvenu à faire connaître au grand public ce rôle fondamental tenu par le Conseil Général.

Cette rencontre des Présidents de Conseils Généraux socialistes et Présidents des groupes socialistes vous permet, au regard de votre expérience, de poursuivre la réflexion déjà engagée dans le parti notamment sur l'état de la décentralisation et l'amélioration de la représentation de l'électorat dans les Conseils Généraux.

L'ordre du jour très riche témoigne de la vitalité de notre démarche décentralisatrice et des ambitions que collectivement nous nous fixons. La F.N.E.S.R. a beaucoup travaillé, avec des Assises régionales avant les élections législatives, et de multiples réunions de travail, comme celle-ci, entre responsables ou représentants de Conseils Généraux.

Nous aurons à Strasbourg le mois prochain à tirer les leçons de notre expérience et à définir notre démarche pour l'avenir.

En 1982, Gaston DEFFERRE et moi avons obtenu du Parlement le vote des lois de décentralisation, érigé la région en collectivité locale à part entière, transféré l'exécutif départemental aux Préfets, défini de nouvelles compétences territoriales. Cette loi du 2 mars 1982 a constitué la locomotive derrière laquelle de très nombreux wagons - lois, décrets - se sont accrochés, formant un ensemble conséquent et cohérent. Ce faisant, nous avions le sentiment d'avoir franchi une immense étape.

Et c'était vrai, la Droite au pouvoir a en définitive modifié mais pas bouleversé cet édifice.

Avions-nous aussi le sentiment que nous pouvions souffler un peu ? Peut-être que nous considérons qu'il se passerait des années avant que des retouches soient nécessaires, des approfondissements possibles, des réformes souhaitables.

En fait, les choses sont allées beaucoup plus vite. L'idée que la décentralisation constituait en soi une réponse à un grand nombre de questions posées par l'évolution de nos sociétés s'est imposée avec force. Ainsi la décentralisation n'a pour nous jamais été un aboutissement.

Elle est restée une dynamique, un chantier ouvert auquel nous avons encore aujourd'hui à contribuer et à prendre une part prépondérante. Faute de quoi, comme cela a parfois été le cas ces derniers mois, nous apparaîtrions timides à l'égard de notre propre réforme. Il m'est d'ailleurs arrivé de déplorer certains

propos tenus au sein même de nos rangs qui ne se caractérisaient pas par une forte ardeur décentralisatrice.

La décentralisation n'est pas pour moi une modalité technique d'exercice du pouvoir. C'est d'abord l'affirmation d'une volonté politique, celle de rapprocher les lieux où se prennent et où s'appliquent les décisions.

En ces temps de contestation croissante de la politique, d'attentes sociales fortes, je me demande où nous en serions si nous n'avions pas réalisé effectivement cette décentralisation.

J'ajoute que cette situation nous impose plus que jamais d'être volontaires dans l'action, modestes dans le discours ; en un mot, efficaces. Voilà pourquoi il nous faut aujourd'hui fixer fermement le cap et définir nos préoccupations.

Ma première préoccupation a trait aux élections locales. La décentralisation a des exigences, celle en particulier de vouloir que la légitimité de nos collectivités s'affirme chaque

jour davantage. J'ai récemment écrit au nom du Bureau Exécutif au Premier ministre ainsi qu'au Ministre de l'Intérieur pour leur faire part de nos propositions concernant la réforme des modes de scrutin et du calendrier électoral.

S'agissant des élections cantonales, la première question que nous nous sommes posée consistait à savoir s'il fallait ou non modifier le mode de scrutin actuel.

Nous pouvions imaginer un système proportionnel, ou un mécanisme mixte du type de celui inventé en 1982 pour la commune. Mais, l'impossibilité de concilier le maintien du canton avec toute réforme nous a conduits, avec regrets, à accepter le maintien de la loi actuelle.

Faut-il alors ne rien faire ? Non, bien entendu ! Voilà pourquoi le Bureau Exécutif a proposé trois réformes :



En premier lieu, pour remédier aux déséquilibres démographiques qui se sont installés entre milieu rural et secteur urbain, nous souhaitons que soit opéré un redécoupage des cantons.

En second lieu, pour mettre fin à la complexité actuelle, nous souhaitons parvenir à une seule série d'élections cantonales.

En dernier lieu, pour éviter un nombre excessif de dimanches électoraux, nous sommes favorables à un regroupement des élections régionales et départementales. J'ajoute qu'il faut étudier toutes les solutions techniques qui permettraient de faire aboutir celui-ci le plus rapidement possible. J'ajoute aussi qu'il faut prolonger la réflexion avec la prise en compte de la proposition de loi Allouche sur les modalités de désignation des sénateurs, afin de permettre une meilleure représentation des communes les plus peuplées.

S'agissant de la loi régionale, nous avons affirmé notre volonté de la voir retouchée. Nous souhaitons un système qui autorise l'émergence de véritables majorités.

Aujourd'hui, plusieurs Conseils Régionaux disposent de coalitions hétéroclites comportant notamment la présence du Front National. Ainsi, il n'existe pas de majorité en Ile de France, Aquitaine, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie.

Si l'adoption d'un mode de scrutin s'inspirant de la loi municipale fait l'objet d'un consensus, la circonscription de référence - départements ou régions - est encore en discussion. Je crois qu'il faudra aller un jour au cadre régional. Est-ce déjà l'heure ? Le problème en tout cas mérite réflexion.

Ces réformes, nous avons souhaité pouvoir en discuter avec le Gouvernement. Des discussions sont en cours, il faut les mener jusqu'à leur terme.



4

J'ajoute cependant que, pour moi, l'objectif reste bien de nous dôtter de régions comparables en population, en puissance économique, et donc en taille, à celles des Landers allemands les plus dynamiques.

Depuis la quatrième République, le découpage régional a été peu modifié alors même qu'avec l'exode rural hier, le développement des communications et des télécommunications aujourd'hui, l'achèvement du marché unique demain, le cadre dans lequel il s'inscrivait a été très profondément bouleversé.

Nous savons qu'en dessous d'une certaine masse critique, les régions ne disposent pas de moyens suffisants pour réaliser les investissements nécessaires à la modernisation des équipements, les actions de formation indispensables à l'amélioration des qualifications, les efforts de recherche sans lesquels il n'y a pas d'innovation.

Pour toutes ces raisons, je souhaite que cette réforme ne soit qu'une étape et qu'un travail de persuasion soit poursuivi.

La coopération intercommunale est une nécessité que j'ai toujours défendue. L'heure n'est plus aux collectivités éclatées, mais à l'émergence des véritables pouvoirs d'agglomérations. La comparaison européenne en cette matière s'impose plus encore que lorsqu'il s'agit de la région.

Il y a sans doute des précautions à prendre avec ces communautés de villes qui ne doivent pas défaire des cadres de coopération déjà établis. Avec le temps, nous verrons si tout cela est suffisant pour nous permettre d'aller de l'avant.

Ma quatrième préoccupation concerne l'aménagement du Territoire dont la priorité est elle aussi soulignée par la résolution finale de notre Congrès.

La décentralisation a fait des collectivités territoriales les partenaires de l'aménagement du territoire. Il est loin le temps du "Paris et le désert Français" où l'Etat imposait sa vision de la géographie urbaine et rurale de la France.

Aujourd'hui, la vocation d'aménageur relève essentiellement des collectivités territoriales, des régions et des villes bien sûr mais aussi des départements.

Cette expression décentralisée de l'Aménagement du Territoire ne signifie pas naturellement que l'Etat doive s'effacer. Bien au contraire, nous savons comment les grands équipements structurent pour les décennies le cadre de développement d'une région. Vous êtes ici dans une région où le TGV, le Tunnel sous la Manche, le réseau autoroutier contribuent fortement à donner au Nord-Pas de Calais la vocation européenne qui est la sienne.

Nous savons aussi le rôle d'impulsion imparti à l'Etat. Le réaménagement de l'Ile de France le montre actuellement. Je souhaite qu'il en soit de même en ce qui concerne les contrats de plan Etat-Régions - ce qui, faute de temps, n'a pu être le cas pour le dixième plan - ainsi qu'en matière d'aménagement du territoire.

Mais c'est même cette importance des actions menées par l'Etat qui exige de la part des collectivités territoriales un dynamisme plus grand encore. Faute de quoi, le dialogue ne serait pas à égalité. A ce dialogue, les départements doivent contribuer, notamment sur le plan du logement social.

Je me félicite que sous l'impulsion du Président de la République et du Premier ministre la loi sur le logement social soit en train d'aboutir. Nous avons à participer activement à ces plans départementaux en faveur du logement des plus démunis. L'affirmation d'un véritable droit au logement est en effet un objectif en tous points digne de notre Socialisme.

Ma dernière préoccupation concerne le statut de l' élu local. Nous savons tous combien il est nécessaire de permettre aux élus locaux de travailler dans des conditions satisfaisantes, de leur assurer formation, disponibilité, et moyens d'assumer des responsabilités de plus en plus lourdes et complexes. Nous savons tous aussi que tel est le meilleur moyen de démocratiser la fonction électorale.

Voilà pourquoi je me suis réjoui que Marcel Debarge reprenne le travail qu'il avait effectué au début des années 1980 sur le statut de l'élu qui constitue le corollaire et l'aboutissement naturel de la décentralisation ainsi qu'une exigence à la fois morale et politique.

Marcel Debarge a remis son rapport dont l'objectif majeur consiste en la réduction des inégalités entre les élus. Sans entrer dans le détail des propositions qu'il formule, je voudrais dire que j'en approuve la direction. Sans réserve aucune sur le fond. Pourtant, je ne crois pas opportun d'examiner ce projet lors de la prochaine session. En effet, au-delà des nécessités de la réforme, le hasard des circonstances impose la plus grande sagesse. Reporter n'est toutefois pas enterrer, et je demeure un ferme partisan de cette réforme.

Voilà esquissées à grands traits des perspectives de réformes pour les mois à venir. Nous devons lors du Congrès de la FNESR à Strasbourg en préciser le contenu sur le plan



technique. Je pense que cela fera l'objet de discussions passionnées, sans doute contradictoires.

Mais ce que je souhaite par dessus tout, c'est un large accord sur la direction à suivre. Cette direction, François MITTERRAND la décrivait ainsi il y a peu : "riches de notre unité, soyons riches de nos différences. N'étouffons rien chez nous <sup>de</sup> ce qui vit, de ce qui crée. Le danger pour la France n'est plus où il était. Diffuser la responsabilité directe, partout où l'on vit, partout où l'on travaille, donne à la liberté son véritable contenu. De là la décentralisation, qu'il faut parachever". Cette direction demeure plus que jamais la nôtre.